

# JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

**Vie de la société**

*Journal de la société statistique de Paris*, tome 39 (1898), p. 37-43

[http://www.numdam.org/item?id=JSFS\\_1898\\_\\_39\\_\\_37\\_0](http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1898__39__37_0)

© Société de statistique de Paris, 1898, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme  
Numérisation de documents anciens mathématiques  
<http://www.numdam.org/>

# JOURNAL

DE LA

## SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

N° 2. — FÉVRIER 1898.



I.

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 19 JANVIER 1898.

**SOMMAIRE.** — Adoption du procès-verbal de la séance du 15 décembre 1897 : MM. Arthur Chervin, Paul Matrat et Jacques Bertillon. — Installation du nouveau Président : Discours de M. le D<sup>r</sup> Jacques Bertillon, président sortant (Histoire et travaux de la Société de statistique de Paris pendant l'année 1897); discours de M. Beurin-Gressier, président pour 1898 (Du rôle des transports dans l'économie générale d'une nation). — Election et présentation de nouveaux membres. — Nouvel avis relatif au prochain Congrès des sociétés savantes. — Présentation des ouvrages : le Secrétaire général et M. Vannacque. — Communication de M. Yves Guyot sur le commerce comparé de la France pendant les deux périodes 1887-1891 et 1892-1896.

La séance est ouverte à 9 heures sous la présidence de M. le D<sup>r</sup> Jacques Bertillon.

Le procès-verbal de la séance du 15 décembre 1897 est adopté.

A propos de la communication de M. Jacques Bertillon sur les grossesses gémeillaires, M. le D<sup>r</sup> Arthur CHERVIN croit utile de placer sous les yeux de la Société le résumé d'une leçon faite, sur le même sujet, par M. le professeur Pinard, dont la compétence est connue de tous :

« Un facteur important de l'étiologie des grossesses multiples est tiré de l'hérédité, qui peut être invoquée dans les huit dixièmes des cas. Le fait clinique qui domine leur marche, c'est qu'elles ne vont presque jamais à terme; elles ont d'autant plus de chances d'arriver à la fin du neuvième mois que les femmes enceintes ont eu un plus grand nombre de grossesses antérieures, qu'elles sont mieux conformées et plus vigoureuses, qu'elles ont joui d'un repos plus prolongé. » (Extrait de la *Médecine moderne*, 25 décembre 1897.)

Cette observation de M. le professeur Pinard, que les grossesses multiples ont d'autant plus de chances d'arriver à terme que les femmes ont eu un plus grand nombre de grossesses antérieures, paraît fournir à M. Chervin l'explication de ce fait, si curieux, apporté par M. Bertillon, à savoir : l'augmentation du nombre des naissances multiples à mesure que les femmes avancent en âge. En effet, plus les femmes sont âgées, plus elles ont de chances de maternité et, suivant M. Pinard, plus elles ont chance de mener à bien une grossesse multiple.

M. Paul MATRAT émet l'avis que les grossesses gémellaires seraient dues à des accidents. Ces accidents créeraient, pour les femmes qui les auraient éprouvés une première fois, une prédisposition à la récédive. Ce serait à la fois la conséquence de l'âge et du nombre des grossesses antérieures.

M. J. BERTILLON rappelle que les tableaux et les diagrammes qu'il a présentés, au cours de sa communication, ont démontré surabondamment que la fréquence des naissances doubles augmente avec l'âge de la mère, au moins jusqu'à 40 ans et que l'existence de nombreuses grossesses antérieures accroît considérablement la probabilité d'une grossesse gémellaire.

Après cet échange d'observations, M. J. Bertillon se lève et prononce l'allocution suivante :

### Discours de M. le D<sup>r</sup> Jacques BERTILLON, président sortant.

MESSIEURS ET CHERS CONFRÈRES,

Parvenu au terme du mandat que vous m'avez fait l'honneur de me confier, je constate que mes fonctions se sont réduites à l'état de sinécure. Votre Président, en effet, n'a autre chose à faire qu'à suivre les fortes traditions de la Société. Ces traditions, notre excellent Secrétaire général, M. Yvernès, en est le dépositaire et, en quelque sorte, le dépositaire vivant; je n'ai eu qu'à suivre ses conseils.

La situation matérielle de la Société s'est sensiblement améliorée pendant l'année qui vient de s'écouler. Nous avons recruté 60 membres nouveaux, dont 34 titulaires, 27 correspondants et 2 associés. Le mérite en revient presque tout entier à l'heureuse initiative de notre Trésorier et ancien Président, M. Adolphe Coste. Nous ne saurions assez le remercier de ses soins, de l'excellent système de comptabilité qu'il a inauguré dans notre Société. Grâce à lui, notre capital social s'est sensiblement accru pendant l'année qui vient de se terminer.

Si je reporte mon regard sur l'histoire de notre Société pendant l'année 1897, je constate que, fidèle à ses traditions laborieuses, elle a ajouté, pendant cette année, d'importants travaux à ceux que nos prédécesseurs nous ont légués. Deux discussions très importantes, l'une sur les bénéfices comparés du travail et du capital dans l'accroissement de la richesse depuis 50 ans, l'autre sur les mouvements de population de la France, nous ont occupés pendant plusieurs séances.

Les communications, très variées, qui nous ont été présentées, peuvent être classées ainsi qu'il suit :

*Statistique en général* (méthode, enseignement, organisation des services). — De la classification et du rôle de la statistique parmi les sciences sociales, par M. Raoul de la Grasserie. — Quelques exemples d'application des méthodes d'interpolation à la statistique, par M. Vilfredo Pareto. — Session de l'Institut international de statistique tenue en 1897 à Saint-Petersbourg, par M. Levasseur.

*Démographie*. — De l'influence du développement de la population sur la représentation parlementaire en Angleterre, par M. Paul Meuriot. — La table de natalité de M. de Körösy, par M. Levasseur. — Discussion sur les mouvements de population en France (M. Raoul de la Grasserie): M. Ledé, M. Bertillon. — La population de Berlin en 1895, par M. Paul Meuriot. — Le recrutement dans ses rapports avec la natalité, par M. Léon Vacher. — La natalité au Massachusetts, par M. Arsène Dumont. — La population française en Tunisie. — La natalité dans les communes du département de l'Orne, par M. Arsène Dumont. — La gémellité selon l'âge des mères et le rang chronologique de l'accouchement, par M. Jacques Bertillon.

*Statistique morale et intellectuelle*. — Statistique des sociétés savantes de Paris, par M. Jacques Bertillon. — Le divorce et la séparation de corps en Europe, par M. Émile Yvernès.

*Travail, salaire, assistance et prévoyance*. — Les lois d'assurances ouvrières contre les accidents, par M. Maurice Bellom. — Assurances ouvrières (M. Eugène

Rochetin), par M. Léon Salefranque. — Résultats généraux et charges futures des assurances ouvrières allemandes, par M. Maurice Bellom. — Évolution de l'assurance contre l'incendie, par M. Candiani. — La législation internationale du travail, par M. Yves Guyot.

*Consommations.* — Le coût de la vie à Paris à diverses époques, par M. Gustave Bienaymé. — Vingt-cinq ans de dépenses d'un ménage parisien (1872-1897), par M. A. Michaut.

*Agriculture.* — Le prix de revient et de vente du blé, par M. François Bernard. — Statistique des inondations, par M. Harold Tarry.

*Industrie.* — Statistique de l'industrie minérale et des appareils à vapeur en France et en Algérie pour 1895, par M. Daniel Bellet.

*Commerce.* — Le commerce de la Chine avec l'étranger, par M. F. Dujardin-Beaumetz. — Note sur l'industrie et le commerce de la France, par M. Yves Guyot.

*Colonies.* — Un peu de statistique guyanaise, par M. Ch. Cerisier.

*Transports et communications.* — Statistique de la marine marchande, par M. Cardozo de Bethencourt. — La circulation sur les routes nationales d'après les comptages de 1894, par M. Émile Cheysson. — Le mouvement des contrats de transports, par M. Léon Salefranque.

*Banque, crédit, métaux précieux.* — Le problème monétaire, par M. Fournier de Flaix. — Les émissions et les remboursements, en 1896, d'obligations de chemins de fer, par M. Alfred Neymarck. — Le mouvement des billets de la Banque de France, par M. Alfred Neymarck. — Les dépôts de titres à la Banque de France, par M. Pierre des Essars. — L'or artificiel, par M. H. Tarry.

*Finances publiques, impôts.* — État général et comparatif du régime fiscal de la France, par M. Léon Salefranque. — Mutations immobilières à titre onéreux de 1826 à 1895, par M. Léon Salefranque. — Les impôts et la richesse publique de 1869 à 1897, par M. Alfred Neymarck.

*Répartition de la richesse.* — De l'inégalité de la répartition des bénéfices du travail et du capital dans l'accroissement de la richesse depuis 50 ans, par M. Clément Juglar. — Un dernier mot sur les bénéfices comparés du travail et du capital, par M. Adolphe Coste. — La statistique des revenus et des fortunes en Norvège, d'après M. Kiær, par M. Maurice Bellom.

Nos efforts pour faire avancer la science ont, d'ailleurs, reçu une nouvelle consécration : le jury de l'exposition internationale de Bruxelles nous a décerné un diplôme d'honneur, en même temps qu'il conférait une médaille de collaborateur à notre savant Secrétaire général, M. Émile Yvernès. Vous avez tous témoigné à notre Secrétaire général du plaisir que vous faisiez éprouver cette distinction si méritée.

Nous avons eu la douleur de perdre plusieurs de nos collègues : le général Francis Walker, ancien directeur du census américain; M. Eugène Reboul, si compétent dans les questions d'assurance; M. Ernest Parisot, conservateur des hypothèques à Corbeil; M. Léon Ducret, président de la chambre syndicale des industries diverses; M. Ernest Leviez, directeur de la compagnie *l'Urbaine* (incendie); le général Savin de Larclauze; le docteur Frédéric John Mouat, ancien médecin de l'armée des Indes, ancien secrétaire général de la Société de statistique de Londres, qui donna à notre Société de nombreuses marques de sympathie, et M. Martin Dupray, actuaire de la Compagnie d'assurances générales sur la vie. On trouvera dans notre Journal des notices nécrologiques sur chacun de ces collègues, dont nous tenons à saluer la mémoire une fois encore.

Malgré ces pertes douloureuses, la Société compte actuellement 412 membres, dont l'activité ne se ralentit pas, ainsi qu'en témoigne notre Journal.

Je cède le fauteuil de la présidence à notre ami M. Beaurin-Gressier, chef de la statistique de la navigation intérieure. Grâce à lui, grâce à ses efforts, cette branche de la statistique est arrivée, en France, à un état de perfection si remarquable que, lorsque le Congrès international de navigation intérieure voulut, à Francfort-sur-le-Mein, en 1888, rédiger un cadre international de statistique, on s'est aperçu

qu'on n'avait autre chose à faire qu'à copier l'œuvre de notre Ministère des travaux publics ; c'est sur un rapport de M. de Studnitz, délégué de l'Allemagne, que cette conclusion fut adoptée à Manchester en 1890. On a pu dire, avec raison, que la délibération de ce Congrès était un « hommage rendu à la statistique française de la navigation intérieure ». N'était-ce pas aussi un hommage rendu au directeur de cette statistique, notre nouveau Président ?

(Applaudissements.)

M. BEURIN-GRESSIER prend possession du fauteuil et s'exprime en ces termes :

### Discours de M. BEURIN-GRESSIER, président pour 1898.

MES CHERS CONFRÈRES,

Je considère comme un grand honneur pour moi d'avoir été appelé par vos suffrages à présider la Société de statistique de Paris. Je fais partie de votre Société depuis l'année 1869, c'est-à-dire depuis 29 ans. Au cours de cette longue période, j'ai été maintes fois mêlé à son existence, j'ai participé à ses travaux, j'y ai noué de nombreuses amitiés. Vous vous expliquerez sans peine la douceur de cœur que j'éprouve à recevoir de mes confrères la plus haute distinction qu'ils pouvaient me décerner. Je leur en exprime ma profonde gratitude.

Je remercie mon prédécesseur, M. le D<sup>r</sup> Jacques Bertillon, des paroles flatteuses qu'il a bien voulu m'adresser. Il y a longtemps que je connais sa bienveillance ; j'y ai toujours répondu moi-même par une vive sympathie pour son caractère et une haute appréciation de la science démographique qu'il a reçue en héritage et qu'il a accrue par de nombreuses et brillantes études personnelles.

Ce n'est pas sans une certaine appréhension, croyez-le bien, que je me vois chargé du soin de diriger vos travaux pendant l'année 1898. Je me rassure, cependant, en me disant que la voie a été magistralement tracée par mes prédécesseurs, que je n'ai qu'à m'inspirer de leurs exemples, et, en voyant à côté de moi l'un d'eux, notre affectionné secrétaire général, M. Yvernès. Je sais, en effet, que sa solide raison, sa grande expérience et sa vieille amitié ne cesseront de me guider et de me soutenir. Je compte bien aussi sur les conseils de mon ami Coste, un des bons génies de notre Société.

En inscrivant dans ses statuts que la présidence serait renouvelée chaque année, notre Société a entendu se réserver la faculté d'appeler successivement à sa tête des représentants de chacune des grandes branches de la statistique.

Je représente ici plus spécialement la statistique des transports. Les transports jouent un rôle important dans l'économie générale d'une nation. Leur rôle est caractérisé par l'affectation spéciale que, dans le plus grand nombre des cas, ils imposent à certaines parties du territoire, incorporées dans le domaine public des voies de communication.

L'État, ou toute autre personne morale représentant des intérêts communs (province, commune, syndicat de travaux), se trouve appelé à intervenir dans la gestion des voies de communication et dans l'économie des transports. Chacun d'eux peut le faire sous des formes d'une infinie variété, et les meilleures seront toujours celles où l'initiative des individus et des groupes librement associés demeurera prépondérante. Quelles que soient les formes adoptées, on ne pourra se rendre compte de leur efficacité que par la tenue à jour de statistiques minutieusement dressées.

Ces statistiques embrassent quatre grandes catégories d'observations. Je les énumère :

1. *Statistique des conditions techniques d'établissement des voies de transport* : description et dénombrement des parcelles de territoire, des ouvrages, appareils et instruments généraux affectés au service de ces voies.

II. *Statistique des conditions techniques d'exploitation* : description des véhicules et moteurs, de leur mode de construction, de leur capacité, de leurs dimensions, des forces naturelles mises en jeu et des modes de locomotion, des ouvrages et appareils d'embarquement et de débarquement; — recensement des véhicules, moteurs et autres appareils appliqués à l'exploitation; — recensement du personnel affecté à l'exploitation; — relevé et classement des accidents suivant leur nature et leur origine.

III. *Statistique de la circulation* : dénombrement des unités de trafic qui ont circulé sur les voies envisagées; — ces unités sont groupées, tantôt d'après leur nature spécifique, leur poids, leur volume, leur valeur, tantôt d'après le parcours qu'elles ont effectué, la distance et la durée du trajet, leur provenance et leur destination; elles servent alors à caractériser la puissance d'expansion des lieux de production et la puissance d'attraction des centres de consommation qu'elles desservent.

IV. *Statistique financière*. Elle se subdivise en deux parties : elle envisage d'abord les faits relatifs au premier établissement des voies et de leur outillage; elle s'occupe ensuite des faits qui se rattachent à l'entretien et à l'exploitation des ouvrages constitutifs de la voie.

Dans les deux cas, les faits envisagés peuvent se rapporter à une recette ou à une dépense et doivent alors donner lieu à des relevés distincts. Les dépenses se différencient suivant l'emploi des fonds, elles se différencient également suivant l'origine de ces fonds, qui peuvent être demandés aux ressources générales annuelles de la nation ou à des ressources spécialisées, fonds de concours, emprunts, péages. Les recettes donnent lieu à des décompositions analogues.

Dans la statistique financière, on fait entrer également l'énumération et les tarifs des prix appliqués à chaque catégorie de transports, prix qui prennent le nom de *taxes* quand ils échappent au libre débat de l'offre et de la demande et sont préalablement fixés par voie d'autorité; l'évaluation des produits fournis par chaque partie d'exploitation et par chaque groupe de taxes rentre encore dans la statistique financière.

Ce n'est qu'autant que ces quatre catégories de statistiques sont régulièrement dressées, qu'autant que l'étroite corrélation est maintenue entre les observations enregistrées de part et d'autre, — qu'il est permis de se rendre compte des services rendus par les voies de communication et par les régimes d'exploitation qui s'y rattachent.

Ainsi que la plupart de mes prédécesseurs l'ont fait remarquer, la statistique, isolée de l'esprit économique qui dirige ses investigations, serait sans portée. Le statisticien ne se borne pas à relever brutalement des faits; il ne les recueille et ne les groupe que pour en tirer des conclusions, un jugement.

Dans la matière qui nous occupe, il cherche surtout, par ses relevés, à dégager une évaluation des avantages que la nation retire des transports suivant la nature des régimes et des procédés qu'elle y applique.

Certes, les champs d'observation qui lui ont été offerts au cours du XIX<sup>e</sup> siècle ont présenté la plus grande variété en matière de transports terrestres, comme en matière de transports fluviaux et maritimes; qu'il s'agisse de voyageurs, de marchandises ou seulement de la pensée humaine transformée elle-même en élément de trafic.

Le plus grand problème économique qui s'est agité a été celui de savoir dans quelle mesure et sous quelles formes la collectivité, représentée par une personne morale, doit intervenir dans l'établissement des voies de communication et dans le règlement des transports.

Est-il bon, par exemple, que l'État prenne à son compte, directement ou par voie de subventions, tout ou partie des dépenses de premier établissement, tout ou partie des frais d'exploitation des services de transport? Dans ce cas, n'est-il pas logique autant que fâcheux qu'il considère les transports comme matière imposable? N'est-il pas préférable qu'il s'efforce de faire supporter, aussi directement et aussi

exactement que possible, les frais par ceux qui sont appelés à profiter des moyens de transports, c'est-à-dire par les usagers ?

Il ne m'appartient pas ici de tirer de conclusions et de soulever des discussions qui ne seraient pas opportunes. Tout au plus m'est-il permis d'esquisser les thèmes d'études statistiques auxquels peuvent prêter les questions de transport. — Ces thèmes sont nombreux et passionnants. — Ils sont dignes de suggérer à quelques-uns d'entre vous des communications de nature à intéresser notre Société.

Je m'arrête. Je me ferais scrupule de retarder plus longtemps nos travaux réguliers. — Nous avons un ordre du jour très nourri et j'ai hâte, comme vous, d'en aborder les différentes parties.

Il me reste, mes chers Collègues, à vous remercier de la bienveillance avec laquelle vous avez bien voulu écouter les observations que j'avais à vous présenter.

(*Applaudissements.*)

Sont élus, à l'unanimité, *membres titulaires* :

MM. Paul DUSSAUSOY, député du Pas-de-Calais ;

Émile COSSON, chef de la statistique aux études financières du Crédit lyonnais ;

*Membre correspondant* :

M. le D<sup>r</sup> APOSTOL, de Moscou.

Sont présentés, pour être soumis à l'élection dans la prochaine séance, comme *membres titulaires* :

Sur la proposition de MM. Fernand Faure et Adolphe Coste :

MM. MALZAC, député du Gard, 119, rue Notre-Dame-des-Champs ;

F. DE GRAILLY, inspecteur général des services du Crédit foncier, 22, rue de Constantinople.

M. le PRÉSIDENT rappelle que les membres de la Société qui désirent assister au prochain Congrès des sociétés savantes doivent être désignés au Ministre de l'Instruction publique le 30 janvier au plus tard ; sur son invitation, plusieurs des membres présents s'inscrivent immédiatement ; des cartes d'entrée leur seront distribuées par les soins du Secrétariat.

M. le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL fait l'énumération des ouvrages et documents offerts à la Société depuis la dernière séance. Il signale particulièrement une brochure de M. Ernest Brelay sur le *Logement et l'alimentation populaires*, et parmi les documents officiels : l'*Annuaire statistique de la France* pour 1897 ; la *Situation financière des départements* en 1895 et la *Statistique pénitentiaire* pour 1895.

M. VANNACQUE demande la parole. Je suis heureux, dit-il, d'offrir à la Société, au nom de M. Cassou, lieutenant au 49<sup>e</sup> régiment de ligne à Bayonne, un exemplaire de la brochure que cet officier vient de faire paraître à la librairie Africaine et Coloniale sur ses *Souvenirs d'Extrême-Orient*.

La lecture de cette petite brochure (150 pages), pleine de faits intéressants, choisis avec discernement, et desquels l'auteur a su tirer des conclusions aussi nettes que judicieuses, m'a procuré, ajoute M. Vannacque, le plus vif plaisir. Je me permets, dès lors, de recommander, d'une manière toute particulière, cet ouvrage, très sérieux dans son allure rapide, toute militaire, à ceux d'entre nous qui pourraient lui consacrer une heure de leur temps. J'exprime en même temps le désir que votre Bureau veuille bien en faire l'objet, au profit de tous, d'une courte note bibliographique, dans un des prochains numéros du Journal.

M. le PRÉSIDENT remercie M. Vannacque de sa communication et le prie de vouloir bien se charger lui-même du compte rendu de l'ouvrage qu'il vient de présenter. M. Vannacque accepte.

La parole est donnée, ensuite, à M. Yves GUYOT pour sa communication, inscrite à l'ordre du jour, sur le *commerce comparé de la France pendant les deux périodes 1887-1891 et 1892-1896*.

Après avoir donné un aperçu historique du commerce de la France depuis 40 ans, M. Yves Guyot considère successivement, pour les deux périodes ci-dessus,

le commerce général et spécial, le prix moyen de la tonne importée et exportée, le commerce des sept plus grands clients de la France, envisagé d'abord séparément, puis dans ses rapports avec la France, la part des dix principaux objets d'importation et d'exportation, enfin la part du commerce colonial dans notre commerce total.

M. le PRÉSIDENT félicite M. Yves Guyot du travail considérable auquel il n'a pas craint de se livrer et le remercie au nom de la Société. Il estime qu'en raison de son importance cette étude mérite une discussion approfondie; mais que cette discussion ne pourra avoir lieu utilement que lorsque le Journal de la Société aura publié les nombreux tableaux que M. Yves Guyot a dressés à l'appui de son exposé. (*Marques d'adhésion.*)

M. le Président annonce qu'à l'ordre du jour de la séance du 16 février prochain, M. Schelle est inscrit pour une communication sur la *Statistique des tramways* et M. E. Rochetin, pour une communication sur l'*Avenir économique de l'Espagne et du Portugal*.

La séance est levée à 10 heures 40.

Le Secrétaire général,  
Em. YVERNÈS.

Le Président,  
BEAURIN-GRESSIER.

---